

Rapport financier 2014 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Baie-Comeau

Code géographique : 96020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Jeanie Caron, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Baie-Comeau pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.

(Nom de l'organisme)

Date 2015-05-19 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Baie-Comeau et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), l'état consolidé des flux de trésorerie et l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenu sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Baie-Comeau et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette), de leurs flux de trésorerie et de leurs gains et pertes de réévaluation pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que la Ville de Baie-Comeau inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire portent sur l'établissement de l'excédent

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

(déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme. La case ci-dessous est réservée pour la signature et l'adresse de l'auditeur indépendant, lequel devrait se guider à cet égard sur les exemples proposés par l'OCPAQ.

DATE 2015-05-19

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>			<u>Total consolidé¹</u>
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	43 969 349	44 106 330	44 136 227			44 136 227
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 698 021	3 289 440	3 365 123			3 365 123
Quotes-parts	3					2 270 114	591 933
Transferts	4	4 504 958	1 679 280	1 512 773		2 059 981	2 719 107
Services rendus	5	16 496 909	16 023 310	17 246 911		3 420 399	19 879 801
Imposition de droits	6	981 477	696 500	885 779			885 779
Amendes et pénalités	7	579 965	548 900	585 041			585 041
Intérêts	8	523 408	87 000	613 931		134 988	748 919
Autres revenus	9	53 277	43 600	(140 094)		305 341	165 247
	10	70 807 364	66 474 360	68 205 691		8 190 823	73 077 177
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	165 691		2 786 374		604 907	3 391 281
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	165 691		2 786 374		604 907	3 391 281
	18	70 973 055	66 474 360	70 992 065		8 795 730	76 468 458
Charges							
Administration générale	19	7 833 077	6 899 604	6 766 725	691 925	741 403	8 200 053
Sécurité publique	20	5 397 122	6 042 177	5 655 016	111 975		5 766 991
Transport	21	8 797 422	8 765 785	9 798 195	1 839 512		11 637 707
Hygiène du milieu	22	7 401 024	6 232 291	6 534 716	1 635 638	4 011 745	9 840 312
Santé et bien-être	23	562 553	434 900	378 588			378 588
Aménagement, urbanisme et développement	24	2 489 144	2 787 449	2 554 311	412 910	1 777 971	4 205 142
Loisirs et culture	25	8 795 303	8 873 542	8 698 933	1 013 513	1 326 349	10 601 295
Réseau d'électricité	26	12 349 683	11 387 412	11 455 699	244 197		11 699 896
Frais de financement	27	5 518 867	5 016 030	6 187 698		181 191	6 368 889
Amortissement des immobilisations	28	6 769 376	6 184 832	5 949 670	(5 949 670)		
	29	65 913 571	62 624 022	63 979 551		8 038 659	68 698 873
Excédent (déficit) de l'exercice	30	5 059 484	3 850 338	7 012 514		757 071	7 769 585

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 059 484	3 850 338	7 012 514	757 071	7 769 585
Moins: revenus d'investissement	2	(165 691)	()	(2 786 374)	(604 907)	(3 391 281)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	4 893 793	3 850 338	4 226 140	152 164	4 378 304
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	6 769 376	6 184 832	5 949 670	1 315 950	7 265 620
Produit de cession	5	17 391		95 630	8 619	104 249
(Gain) perte sur cession	6	4 486		297 805	(5 253)	292 552
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	6 791 253	6 184 832	6 343 105	1 319 316	7 662 421
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	1 379 425			(375)	(375)
Remboursement de la dette à long terme	17	(10 355 388)	(9 311 040)	(9 546 852)	(883 266)	(10 430 118)
	18	(8 975 963)	(9 311 040)	(9 546 852)	(883 641)	(10 430 493)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(59 824)	(140 000)	(42 766)	(236 187)	(278 953)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		1 000 000			
Excédent de fonctionnement affecté	21					
Réserves financières et fonds réservés	22	(605 585)	47 500	(57 820)	(110 520)	(168 340)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(431 772)	(1 631 630)	(431 769)		(431 769)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(1 097 181)	(724 130)	(532 355)	(346 707)	(879 062)
	26	(3 281 891)	(3 850 338)	(3 736 102)	88 968	(3 647 134)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 611 902		490 038	241 132	731 170

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	165 691			2 786 374	604 907	3 391 281
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Acquisition							
Administration générale	2	(712 255)	()	()	(391 388)	(12 431)	(403 819)
Sécurité publique	3	()	()	()	(524 659)	()	(524 659)
Transport	4	(978 313)	()	()	(359 000)	()	(359 000)
Hygiène du milieu	5	(970 958)	(23 460 000)	()	(1 997 338)	(513 127)	(2 510 465)
Santé et bien-être	6	(9 399)	()	()	(12 188)	()	(12 188)
Aménagement, urbanisme et développement	7	(316 448)	()	()	(308 979)	(2 800)	(311 779)
Loisirs et culture	8	(290 346)	()	()	(174 227)	(1 226)	(175 453)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()	()
	10	(3 277 719)	(23 460 000)	()	(3 767 779)	(529 584)	(4 297 363)
Propriétés destinées à la revente							
Acquisition	11	()	()	()	()	()	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()	()
Financement							
Financement à long terme des activités d'investissement	13	1 049 068			2 602 884		2 602 884
Affectations							
Activités de fonctionnement	14	59 824	140 000		42 766	236 187	278 953
Excédent accumulé							
Excédent de fonctionnement non affecté	15					94 599	94 599
Excédent de fonctionnement affecté	16	57 261			89 383		89 383
Réserves financières et fonds réservés	17						
	18	117 085	140 000		132 149	330 786	462 935
	19	(2 111 566)	(23 320 000)		(1 032 746)	(198 798)	(1 231 544)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(1 945 875)	(23 320 000)		1 753 628	406 109	2 159 737

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Réalizations 2013		Budget 2014	Réalizations 2014		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 059 484	3 850 338	7 012 514	757 071	7 769 585
Variation des immobilisations						
Acquisition	2 (	3 277 719 ) (	23 460 000 ) (	3 767 779 ) (	529 584 ) (	4 297 363)
Produit de cession	3	17 391		95 630	8 619	104 249
Amortissement	4	6 769 376	6 184 832	5 949 670	1 315 950	7 265 620
(Gain) perte sur cession	5	4 486		297 805	(5 253)	292 552
Réduction de valeur / Reclassement	6					
	7	3 513 534	(17 275 168)	2 575 326	789 732	3 365 058
Variation des propriétés destinées à la revente	8				(82 282)	(82 282)
Variation des stocks de fournitures	9	(235 071)		72 149	(605 900)	(533 751)
Variation des autres actifs non financiers	10	108 219		238 160	11 692	249 852
	11	(126 852)		310 309	(676 490)	(366 181)
	12	8 446 166	(13 424 830)	9 898 149	870 313	10 768 462
Gains (pertes) de réévaluation nets	13					
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	8 446 166	(13 424 830)	9 898 149	870 313	10 768 462
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(95 088 838)		(86 643 142)	(13 997 742)	(100 640 884)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	(470)			(69 856)	(69 856)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(95 089 308)		(86 643 142)	(14 067 598)	(100 710 740)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(86 643 142)		(76 744 993)	(13 197 285)	(89 942 278)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>2013</u>		<u>2014</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	12 460 684	2 429 658	2 556 743	4 986 401
Placements temporaires	2		18 500 000		18 500 000
Débiteurs (note 5)	3	23 250 391	23 911 759	2 383 759	24 441 118
Prêts (note 6)	4	223 958	223 958		223 958
Placements à long terme (note 7)	5	2 000 000	2 000 000	1 555 587	3 555 587
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8			48 003	48 003
	9	37 935 033	47 065 375	6 544 092	51 755 067
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11			6 948 824	6 948 824
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	5 660 706	7 066 475	3 145 927	8 358 002
Revenus reportés (note 12)	13	265 427	527 571	197 437	725 008
Dette à long terme (note 13)	14	109 875 042	105 468 722	9 449 189	114 917 911
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	8 777 000	10 747 600		10 747 600
	16	124 578 175	123 810 368	19 741 377	141 697 345
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(86 643 142)	(76 744 993)	(13 197 285)	(89 942 278)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	153 283 024	150 707 698	25 436 943	176 144 641
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19			1 635 424	1 635 424
Stocks de fournitures	20	1 441 194	1 369 049	1 766 734	3 135 783
Autres actifs non financiers (note 17)	21	2 041 413	1 803 253	72 942	1 876 195
	22	156 765 631	153 880 000	28 912 043	182 792 043
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	5 597 669	6 087 707	2 584 303	8 672 010
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	3 367 464	3 098 709	625 202	3 723 911
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(3 014 116)	(2 582 347)	()	(2 582 347)
Financement des investissements en cours	26	3 983 444	5 707 472	(7 156 061)	(1 448 589)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	60 188 028	64 823 466	19 661 314	84 484 780
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	70 122 489	77 135 007	15 714 758	92 849 765

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Réalizations 2013		Réalizations 2014		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 059 484	7 012 514	757 071	7 769 585
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	6 769 376	5 949 670	1 315 950	7 265 620
Autres					
-	3	4 486			
-	4	(470)			
	5	11 832 876	12 962 184	2 073 021	15 035 205
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	1 884 317	(661 368)	248 224	(413 144)
Autres actifs financiers	7			(43 258)	(43 258)
Créditeurs et charges à payer	8	(2 561 068)	1 405 769	(201 489)	1 204 280
Revenus reportés	9	(1 155)	262 144	(130 510)	131 634
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	1 201 800	1 970 600		1 970 600
Propriétés destinées à la revente	11			(82 282)	(82 282)
Stocks de fournitures	12	(235 071)	72 149	1 043 990	1 116 139
Autres actifs non financiers	13	108 219	238 160	(1 245)	236 915
	14	12 229 918	16 249 638	2 906 451	19 156 089
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	3 277 719 ) (	3 767 779 ) (	529 584 ) (	4 297 363)
Produit de cession	16	17 391	393 435	3 366	396 801
	17	(3 260 328)	(3 374 344)	(526 218)	(3 900 562)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 () () () ()
Remboursement ou cession	19				
Variation nette des placements temporaires	20		(18 500 000)		(18 500 000)
Variation nette des autres placements à long terme	21			(1 035 033)	(1 035 033)
	22		(18 500 000)	(1 035 033)	(19 535 033)
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	3 234 604	5 819 263		5 819 263
Remboursement de la dette à long terme	24 (	11 305 936 ) (	10 225 583 ) (	897 134 ) (	11 122 717)
Variation nette des emprunts temporaires	25			(879 753)	(879 753)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26			20 569	20 569
Autres					
-	27				
-	28				
	29	(8 071 332)	(4 406 320)	(1 756 318)	(6 162 638)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	898 258	(10 031 026)	(411 118)	(10 442 144)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	11 562 426	12 460 684	2 967 861	15 428 545
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	12 460 684	2 429 658	2 556 743	4 986 401

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>	<u>Total</u>	
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	
					<u>Total</u>	
					<u>consolidé¹</u>	
Rémunération	1	14 783 717	15 580 530	14 810 350	1 996 622	16 806 972
Charges sociales	2	4 915 815	4 198 130	4 469 418	402 195	4 871 613
Biens et services	3	28 494 917	27 057 040	27 992 633	4 105 641	30 457 118
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	4 220 374	3 583 310	3 596 122		3 596 122
D'autres organismes municipaux	5				181 191	181 191
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	61 028	125 000	63 594		63 594
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	1 237 465	1 307 720	2 527 982		2 527 982
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	2 631 503	2 302 840	2 260 021		581 840
Autres	10				37 060	37 060
Autres organismes	11	2 049 784	2 284 620	2 309 761		2 309 761
Amortissement des immobilisations	12	6 769 376	6 184 832	5 949 670	1 315 950	7 265 620
Autres						
-	13	749 592				
-	14					
-	15					
	16	65 913 571	62 624 022	63 979 551	8 038 659	68 698 873

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations	
		2014	2013
		Redressées note 20	
Revenus			
Taxes	1	44 136 227	43 969 349
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 365 123	3 698 021
Quotes-parts	3	591 933	649 081
Transferts	4	6 110 388	6 263 442
Services rendus	5	19 879 801	20 114 853
Imposition de droits	6	885 779	981 477
Amendes et pénalités	7	585 041	579 965
Intérêts	8	748 919	747 663
Autres revenus	9	165 247	53 277
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	76 468 458	77 057 128
Charges			
Administration générale	12	8 200 053	8 874 001
Sécurité publique	13	5 766 991	5 570 840
Transport	14	11 637 707	10 855 311
Hygiène du milieu	15	9 840 312	10 571 478
Santé et bien-être	16	378 588	562 553
Aménagement, urbanisme et développement	17	4 205 142	4 582 820
Loisirs et culture	18	10 601 295	10 868 691
Réseau d'électricité	19	11 699 896	13 307 114
Frais de financement	20	6 368 889	5 881 346
	21	68 698 873	71 074 154
Excédent (déficit) de l'exercice	22	7 769 585	5 982 974
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	85 080 180	69 023 083
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		10 074 123
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	85 080 180	79 097 206
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26	92 849 765	85 080 180

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations	
		2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 769 585	5 982 974
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(4 297 363)	(6 466 423)
Produit de cession	3	104 249	33 227
Amortissement	4	7 265 620	7 917 156
(Gain) perte sur cession	5	292 552	3 964
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	3 365 058	1 487 924
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(82 282)	292 400
Variation des stocks de fournitures	9	(533 751)	(645 879)
Variation des autres actifs non financiers	10	249 852	103 002
	11	(366 181)	(250 477)
	12	10 768 462	7 220 421
Gains (pertes) de réévaluation nets	13		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	10 768 462	7 220 421
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(100 640 884)	(107 860 835)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	(69 856)	(470)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(100 710 740)	(107 861 305)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(89 942 278)	(100 640 884)

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	19	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	20	
Placements à long terme	21	
Autres		
-	22	
-	23	
Montants reclassés dans l'état des résultats		
-	24	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	25	
Autre élément du résultat étendu présenté par les entreprises municipales	26	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	27	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 4 986 401	15 428 545
Placements temporaires	2 18 500 000	
Débiteurs (note 5)	3 24 441 118	24 174 238
Prêts (note 6)	4 223 958	223 958
Placements à long terme (note 7)	5 3 555 587	2 520 554
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	
Autres actifs financiers (note 9)	8 48 003	4 745
	9 51 755 067	42 352 040
PASSIFS		
Découvert bancaire	10	
Emprunts temporaires (note 10)	11 6 948 824	6 121 768
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12 8 358 002	7 299 986
Revenus reportés (note 12)	13 725 008	593 374
Dette à long terme (note 13)	14 114 917 911	120 200 796
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15 10 747 600	8 777 000
	16 141 697 345	142 992 924
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17 (89 942 278)	(100 640 884)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	18 176 144 641	179 526 375
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19 1 635 424	1 553 142
Stocks de fournitures	20 3 135 783	2 528 437
Autres actifs non financiers (note 17)	21 1 876 195	2 113 110
	22 182 792 043	185 721 064
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23 92 849 765	85 080 180
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :		
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	24 92 849 765	85 080 180
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25	
	26 92 849 765	85 080 180
Obligations contractuelles (note 18)		
Éventualités (note 19)		

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 769 585	5 982 974
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	7 265 620	7 917 156
Autres			
-	3		3 964
-	4		(470)
	5	15 035 205	13 903 624
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(413 144)	3 995 000
Autres actifs financiers	7	(43 258)	
Créditeurs et charges à payer	8	1 204 280	(4 684 085)
Revenus reportés	9	131 634	131 849
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	1 970 600	1 201 800
Propriétés destinées à la revente	11	(82 282)	292 400
Stocks de fournitures	12	1 116 139	(645 872)
Autres actifs non financiers	13	236 915	103 003
	14	19 156 089	14 297 719
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(4 297 363)	(6 466 423)
Produit de cession	16	396 801	33 227
	17	(3 900 562)	(6 433 196)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20	(18 500 000)	
Variation nette des autres placements à long terme	21	(1 035 033)	(420 554)
	22	(19 535 033)	(420 554)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	5 819 263	10 580 059
Remboursement de la dette à long terme	24	(11 122 717)	(15 600 753)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(879 753)	317 292
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	20 569	(73 531)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(6 162 638)	(4 776 933)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(10 442 144)	2 667 036
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	15 428 545	12 761 509
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	4 986 401	15 428 545

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Baie-Comeau a été constituée selon la Loi sur les cités et villes (L.R.Q. no 37) en 1982, regroupant en une seule municipalité la Loi constituant en corporation la Ville de Baie-Comeau (1937, chapitre 120) et la Loi constituant en corporation la Ville de Hauterive (1950, chapitre 124) sous le nom de Ville de Baie-Comeau.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers [consolidés] sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales [par organismes] présenté aux pages S15 et S16 [S8 et S9], la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé [consolidé] à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 [S11, S23-1 et S23-2] et l'endettement total net à long terme [consolidé] présenté à la page S25.

[Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.]

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la municipalité. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des principes comptables généralement reconnus du Canada sont présentés aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Le périmètre comptable de la municipalité comprend les organismes périmunicipiaux suivants:

	Consolidation ligne par ligne	Valeur de consolidation
S.A.E.P. Inc.	x	
Corporation de gestion de la salle de spectacle	x	
Croisières Baie-Comeau Inc.	x	
Corporation Plein-Air Baie-Comeau Inc.	x	
Club de hockey junior majeur de Baie-Comeau Inc.	x	
Société d'expansion de Baie-Comeau	x	

Les états financiers consolidés incluent aussi la quote-part revenant à la municipalité dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait aussi ligne par ligne. Les partenariats reconnus comme commerciaux en vertu des principes comptables généralement reconnus du Canada sont présentés aux états financiers, pour la quote-part applicable, selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. La municipalité participe aux partenariats suivants:

	Consolidation ligne par ligne	Valeur de consolidation
--	----------------------------------	----------------------------

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Régie de gestion de matières résiduelles de
Manicouagan

x

B) Comptabilité d'exercice

Les opérations de la Ville sont enregistrées conformément aux principes comptables généralement reconnus compte tenu des usages particuliers de la comptabilité municipale et en fonction des directives du Manuel de normalisation de la comptabilité municipale au Québec.

La Ville se doit d'utiliser la méthode de comptabilité d'exercice qui consiste à reconnaître les revenus et les dépenses au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où les activités sont réglées par un encaissement ou un décaissement ou toute autre façon.

a) TAXES

Ces revenus sont constatés lors du dépôt des rôles de perception générale et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

b) PAIEMENT TENANT LIEU DE TAXES

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés s'ils font l'objet d'une demande de paiement.

c) SERVICES RENDUS

Les revenus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

d) DROIT DE MUTATION IMMOBILIÈRE

Ces droits sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

e) AMENDES

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées sur la base des contraventions émises.

f) CESSION D'ACTIFS IMMOBILISÉS

Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert. La date officielle est celle qui est stipulée au contrat ou lorsque la Ville ne peut plus bénéficier des avantages économiques rattachés à l'immobilisation.

g) TRANSFERTS

Les transferts sont comptabilisés s'ils font l'objet d'un document officiel et selon le principe du rapprochement des revenus et des dépenses. Dans le cas des transferts conditionnels, on doit satisfaire aux conditions édictées ou programme de subvention concerné.

h) MODIFICATION AUX RÔLES D'ÉVALUATION FONCIÈRE ET DE LA VALEUR LOCATIVE

Les revenus de taxes et de paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés à partir des certificats émis par l'évaluateur et qui ont un effet rétroactif pour l'année visée par les états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****C) Actifs financiers**

Les actifs financiers sont constitués des éléments d'actifs qui peuvent être consacrés à rembourser les dettes existantes ou à financer les activités futures et qui ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités. Les actifs financiers de la municipalité et des organismes contrôlés sont l'encaisse, les placements temporaires, les débiteurs, les prêts, l'avance et les propriétés destinées à la revente dont la vente probable est dans l'exercice subséquent.

D) Actifs non financiers

S.O.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas du coût et de la valeur de remplacement; le coût étant essentiellement déterminé suivant la méthode du coût moyen.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût des immobilisations détenues en vertu d'un contrat de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements actualisée des paiements exigibles. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

L'amortissement est calculé en fonction de leur durée de vie selon la méthode linéaire aux taux suivants:

infrastructures	2,5%
bâtiments	2,5%
véhicules	5 à 10%
ameublement & équipement	10 à 20%
machinerie & outillage	5 à 10%

L'amortissement du réseau d'électricité se calcule sur le solde dégressif aux taux de 3 à 10%

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs**Avantages sociaux futurs à prestations déterminées**

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 ("la Loi"). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2014 selon la méthode suivante : Valeur marchande .

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'une dépense constatée à taxer ou à pourvoir.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes, capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'une dépense constatée à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés pourrait faire l'objet en contrepartie d'une dépense constatée à taxer ou à pourvoir pour fins de taxation.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c.15) (ci-après la «Loi»). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le «service antérieur») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le «service postérieur»). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus de négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après «régimes avec report»). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 sera requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en comptes au 31 décembre 2014.

La Loi prévoit divers éléments visant les modalités du service antérieur et celles du service postérieur.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants; dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti ;

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- pour l'excédent de la dépense de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régime non capitalisés: cet excédent n'est pas amorti.

Dans le cadre de l'application de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments**Encaisse et placements affectés**

Les placements temporaires et les placements à long terme sont comptabilisés au coût.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

Placement à long terme

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Autres actifs non financiers

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la municipalité bénéficiera des services acquis.

3. Modification de méthodes comptables

La municipalité a adopté en 2009 un nouveau modèle de présentation basé sur le concept de la dette nette de même que de nouvelles normes en matière de présentation des immobilisations, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	3 647 128	14 652 215
Placements temporaires	2	18 500 000	
Placements à long terme	3	505 750	
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	984 594	129 290
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	32 596	5 531
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	15 879 296	17 844 167
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	3 036 302	209 083
Organismes municipaux	8	982 791	879 143
Autres			
-	9	3 525 539	5 107 024
-	10		
	11	24 441 118	24 174 238
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	15 879 296	13 387 766
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	15 879 296	13 387 766
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	175 514	175 237
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17	223 958	223 958
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21	223 958	223 958
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	2 000 000	2 000 000
Autres placements	23	1 555 587	520 554
	24	3 555 587	2 520 554
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(7 978 500)	(6 031 800)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(2 769 100)	(2 745 200)
	27	<u>(10 747 600)</u>	<u>(8 777 000)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	3 296 400	3 440 800
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	174 600	193 700
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	35 574	35 280
	33	<u>3 506 574</u>	<u>3 669 780</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35	48 003	4 745
	36	48 003	4 745

Note

10. Emprunts temporaires			
La Régie de gestion des matières résiduelles dispose d'une marge de crédit, d'un montant autorisé de 8 767 000 \$, portant intérêts au taux préférentiel + 0.00 %. Au 31 décembre 2014, un solde de 8 187 377 \$ est utilisé.			
11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	4 834 621	3 419 053
Salaires et avantages sociaux	38	1 018 872	956 336
Dépôts et retenues de garantie	39	247 256	994 964
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Intérêts courus à payer	42	607 761	592 916
- Autres	43	372 525	311 060
- Organismes municipaux	44	1 276 967	1 025 657
-	45		
-	46		
	47	<u>8 358 002</u>	<u>7 299 986</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<hr/>			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	67 400	75 039
Transferts	49		
Autres			
-	50	371 255	412 596
-	51	286 353	105 739
	52	725 008	593 374
<hr/>			
Note			
<hr/>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014		2013	
13. Dette à long terme				
	<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Échéance</u>		
	<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>
Obligations et billets en monnaie canadienne			53	110 608 090
Obligations et billets en monnaies étrangères			54	
Gains (pertes) de change reportés			55	
			56	
Autres dettes à long terme				
Gouvernement du Québec et ses entreprises			57	1 810 812
Organismes municipaux			58	2 346 827
Obligations découlant de contrats de location-acquisition			59	882 308
Autres			60	1 684 825
			61	114 986 035
Frais reportés liés à la dette à long terme			62(	68 124) (88 693)
			63	114 917 911
				120 200 796

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2014				
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2015	64	72	9 272 170	80	365 941	89	2 106 610	97	11 744 721
2016	65	73	9 054 798	81	253 899	90	334 833	98	9 643 530
2017	66	74	8 941 789	82	106 571	91	344 259	99	9 392 619
2018	67	75	13 705 721	83	109 797	92	358 588	100	14 174 106
2019	68	76	7 902 400	84	46 100	93	350 210	101	8 298 710
2020 et +	69	77	61 731 212	85		94	1 137	102	61 732 349
	70	78	110 608 090	86	882 308	95	3 495 637	103	114 986 035
Intérêts et frais accessoires				87(				104(
	71	79	110 608 090	88	882 308	96	3 495 637	105	114 986 035

Note

	2014	2013
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	106	(76 744 993)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	(86 643 142)
Autres	108	(13 197 285)
	109	(13 997 742)
		(89 942 278)
		(100 640 884)

Note

La Ville de Baie-Comeau a continué de comptabiliser les revenus futurs découlant d'ententes conclues avec le gouvernement du Québec qui seront constatés sur une base

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

2014

2013

pluriannuelle dans les débiteurs liés à la dette à long terme.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	16 089 849	138	2 516	165		192	16 092 365
Eaux usées	111	44 650 178	139	230 511	166		193	44 880 689
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	59 556 458	140	81 469	167		194	59 637 927
Autres	113	26 635 369	141	541 095	168	7 174	195	27 169 290
Réseau d'électricité	114	10 497 589	142	75 637	169		196	10 573 226
Bâtiments	115	61 404 611	143	156 904	170	271 216	197	61 290 299
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	6 426 587	145	699 930	172	763 537	199	6 362 980
Ameublement et équipement de bureau	118	7 577 032	146	399 252	173		200	7 976 284
Machinerie, outillage et équipement divers	119	11 579 704	147	77 435	174	152 010	201	11 505 129
Terrains	120	11 547 330	148	3 046	175	20 518	202	11 529 858
Autres	121	291 515	149		176	7 390	203	284 125
	122	<u>256 256 222</u>	150	<u>2 267 795</u>	177	<u>1 221 845</u>	204	<u>257 302 172</u>
Immobilisations en cours	123	<u>7 731 364</u>	151	<u>2 029 568</u>	178		205	<u>9 760 932</u>
	124	<u>263 987 586</u>	152	<u>4 297 363</u>	179	<u>1 221 845</u>	206	<u>267 063 104</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	2 096 868	153	402 251	180		207	2 499 119
Eaux usées	126	15 565 938	154	1 116 261	181		208	16 682 199
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	14 800 560	155	1 580 736	182		209	16 381 296
Autres	128	6 618 950	156	941 421	183		210	7 560 371
Réseau d'électricité	129	5 635 587	157	190 926	184		211	5 826 513
Bâtiments	130	22 196 593	158	1 598 931	185	30 512	212	23 765 012
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	3 690 574	160	296 067	187	683 263	214	3 303 378
Ameublement et équipement de bureau	133	5 181 425	161	764 675	188		215	5 946 100
Machinerie, outillage et équipement divers	134	8 544 736	162	356 299	189	94 593	216	8 806 442
Autres	135	<u>129 980</u>	163	<u>18 053</u>	190		217	<u>148 033</u>
	136	<u>84 461 211</u>	164	<u>7 265 620</u>	191	<u>808 368</u>	218	<u>90 918 463</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>179 526 375</u>					219	<u>176 144 641</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232	1 635 424	1 553 142
	233	1 635 424	1 553 142
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	1 635 424	1 553 142

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	236	1 876 195	2 113 110
Frais reportés			
-	237		
-	238		
	239	1 876 195	2 113 110

Note**18. Obligations contractuelles****A) Enlèvement des ordures**

Jusqu'en 2011, nous octroyions les contrats pour la cueillette des matières recyclables et des déchets domestiques à des entrepreneurs par appels d'offres. Suite à un transfert de compétences au cours de l'année 2011, c'est la Régie de gestion des matières résiduelles qui a désormais la responsabilité de l'enlèvement des ordures.

B) Sites de neiges usées

Les contrats d'entretien de ces sites totalisent 87 254 \$ pour l'année 2014 et totaliseront 84 755 \$ pour 2015. Les contrats pour les deux sites ont été renouvelés en 2014. Pour le site de Mingan, l'échéance est en 2018 et pour le site de Marquette en 2017.

C) Contrat de service

Les contrats de service totalisent 340 225 \$ pour l'année 2014. Pour les contrats en cours en 2015, cela totalisera 265 144 \$. Les échéances varient entre 2015 et 2017.

D) Location d'équipement et de machinerie

Les locations d'équipement et de machinerie totalisent 592 672 \$ pour l'année 2014 et totaliseront 597 033 \$ pour 2015. Les échéances varient entre 2015 et 2019 selon les contrats de location.

E) Entretien ménager

Les versements prévus pour les quinze (15) contrats d'entretien ménager totalisent 620 937 \$ pour l'année 2014. Les échéances varient selon les différents contrats (2015 à

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

2019). Le coût pour 2015 selon les contrats en cours sera de 596 065 \$.

F) Transport en commun

Un contrat lie la Ville de Baie-Comeau pour le transport en commun. Le coût est payable par versements hebdomadaires et représente un déboursé total de de 575 941 \$ en 2014.

G) Transport adapté

Un (1) contrat pour le transport adapté lie la Ville de Baie-Comeau jusqu'en 2016 exculsivement. Ce contrat est payable par versements bimensuels et représente un déboursé total de 562 471 \$ en 2014.

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

a) RECLAMATION D'ASSURANCE

Au 31 décembre 2014, il y avait 37 dossiers pendants au Service des assurances et réclamations de la Ville. De ce nombre, 28 dossiers consistaient en des mises en demeure pour lesquelles aucun montant n'était précisé, 7 dossiers représentaient un compte à percevoir d'un tiers pour des biens endommagés de la Ville et 2 dossier véhicule endommagé de notre flotte automobile.

b) CAUTIONNEMENT

La Ville s'est engagée par lettre de cautionnement pour un montant de:

S.A.E.P.	500 000 \$
Corporation plein air Manicouagan	1 500 000 \$
Fourrière Chapitou	67 299 \$
Club social colombien de Hauterive	50 000 \$

b) Auto-assurance

s.o.

c) Poursuites

s.o.

d) Autres

s.o.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Redressement de la charge d'amortissement pour les exercices antérieurs (2010-2013). Lors du changement du système comptable en 2010, il y a eu une erreur de transfert des données par rapport à la charge d'amortissement et au calcul de l'amortissement cumulé. Cette erreur de transfert a pour impact que nous avons pris trop d'amortissement de 2010 à 2013. Nous avons donc apporté les corrections nécessaires pour régulariser la situation au 31 décembre 2014.

21. Données budgétaires

S.O.

22. Instruments financiers

S.O.

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

		2014	2013
Encaisse	240	4 986 401	15 428 545
Découvert bancaire	241	()	()
Placements temporaires	242	18 500 000	
<i>Ajouter</i>			
-	243		
-	244		
-	245		
-	246		
<i>Déduire</i>			
- Placements temporaires	247	(18 500 000)	()
-	248	()	()
-	249	()	()
-	250	()	()
-	251	()	()
-	252	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	253	4 986 401	15 428 545

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 8 672 010	6 868 110
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 3 723 911	3 882 146
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (2 582 347 ) (	3 014 116)
Financement des investissements en cours	4 (1 448 589)	(2 974 319)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 84 484 780	80 318 359
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 92 849 765	85 080 180

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Fonds auto-assurance	8 249 893	419 794
- Cession de lots	9 3 677	3 677
- Fonds carrières et sablières	10 872 558	712 356
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17 1 126 128	1 135 827

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

- Creusage cellules et autres	18 102 350	125 000
- Frais de refinancement	19 32 752	40 000
- Station de pompage et réacteur	20 4 966	6 065
	21 140 068	171 065

Réserves financières

- Fonds de fiducie	22 479 009	450 035
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27 479 009	450 035

Fonds réservés

Fonds de roulement	28 1 030 922	896 067
Fonds parcs et terrains de jeux	29	
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 839 414	1 043 562
Financement des activités de fonctionnement	33 108 370	185 590
Autres		
-	34	
-	35	
-	36	
-	37	
	38 1 978 706	2 125 219
	39 3 723 911	3 882 146

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 (74 277)	(89 131)
Intérêts sur la dette à long terme	41 ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 (1 165 888)	(1 360 202)
Régimes non capitalisés	43 (883 848)	(1 060 617)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 ()	()
Autres	45 (458 334)	(504 166)
Régimes non capitalisés	46 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	49 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 ()	()
Autres		
-	51 ()	()
-	52 ()	()
	53 (2 582 347)	(3 014 116)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 ()	()
Autre financement	55 ()	()
	56 (2 582 347)	(3 014 116)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	57 5 707 472	3 983 444
Investissements à financer	58 (7 156 061)	(6 957 763)
	59 (1 448 589)	(2 974 319)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 176 144 641	179 526 375
Propriétés destinées à la revente	61 1 635 424	1 553 142
Prêts	62 223 958	223 958
Placements à titre d'investissement	63 2 000 000	2 000 000
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65 180 004 023	183 303 475
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 114 917 911	120 200 796
Frais reportés liés à la dette à long terme	67 68 124	88 693
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 (15 879 296)	(13 387 766)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 (3 067 813)	(3 029 210)
	71 96 038 926	103 872 513
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72 (519 683)	(887 397)
	73 95 519 243	102 985 116
	74 84 484 780	80 318 359

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La dernière évaluation actuarielle est en date du 31 décembre 2013 tel qu'exigé par la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal. Toutefois, cette évaluation n'est pas encore acceptée par la Régie des rentes. Aussi, les négociations n'ont pas encore eu lieu avec les employés de la Ville de Baie-Comeau suite à l'adoption de la Loi.

1. Date de la retraite normale: 65 ans

2. Date de la retraite anticipée et ajustements applicables

Les modalités qui suivent s'appliquent aussi aux participants non actifs à la date de leur retraite qui ont refusé de consentir aux modalités réductrices adoptées le 3 juillet 2007, ayant effet au 30 décembre 2004. Pour les participants de moins de 55 ans ayant quitté entre le 31 décembre 2004 et le 1er janvier 2008 et qui ont consenti aux modalités réductrices, la réduction est établie par équivalence actuarielle.

Catégories 2-3-7 et 8: À compter de 55 ans, avec les ajustements suivants:

- i. Participation antérieure au 1er janvier 1991: Réduction de 1/4% pour chaque mois d'anticipation avant l'âge de 65 ans
- ii. Participation postérieure au 31 décembre 1990: Réduction de 1/4% pour chaque mois d'anticipation compris entre 55 et 60 ans, aucune entre 60 et 65 ans.

Nonobstant ce qui précède, à compter du 1er janvier 1996, la réduction entre le 60e et 65e anniversaire est nulle pour les participants cités en annexes au règlement (catégories 31 et 81) relativement au service reconnu au cours des «N» dernière années civiles où:

$$N = 5 + 2 \times (X - 1995)$$

X = l'année de la cessation de la participation active

Catégories 1 et 6: À compter de 55 ans, avec les ajustements suivants:

- i. Participation antérieure au 1er janvier 1989: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant l'âge de 65 ans.
- ii. Participation postérieure au 31 décembre 1998: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation compris entre 55 et 60 ans, aucune entre 60 et 65 ans.

Nonobstant ce qui précède, à compter du 1er janvier 1996, la réduction entre le 60e et le 65e anniversaire est nulle relativement au service reconnu de N dernières années civiles où:

$$N = 7 + 2x \times (X - 1995)$$

X = l'année de la cessation de la participation active.

Catégories 5 et 10: à compter de 50 ans, avec les ajustements suivants:

- i. Sans réduction si l'âge du participant, additionné à ses années de service totalisent 85 ou plus, sinon
- ii. Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation compris entre la date de la retraite et la date à laquelle il aurait atteint le critère 85.

Catégories 4 et 9: À compter de 55 ans, avec les ajustements suivants:

- i. Participation antérieure au 1er janvier 2005: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant l'âge de 59 ans.
- ii. Participation postérieure au 31 décembre 2004: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant l'âge de 58 ans.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (7 229 400)	(4 871 800)
Charge de l'exercice	5 (3 296 400)	(3 440 800)
Cotisations versées par l'employeur	6 2 547 300	2 280 800
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(7 978 500)</u>	<u>(6 031 800)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 57 929 600	54 106 400
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (<u>68 221 200</u>)	(<u>72 781 900</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 <u>(10 291 600)</u>	<u>(18 675 500)</u>
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>2 313 100</u>	<u>12 643 700</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (7 978 500)	(6 031 800)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(7 978 500)</u>	<u>(6 031 800)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 57 929 600	54 106 400
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (<u>68 221 200</u>)	(<u>72 781 900</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (<u>10 291 600</u>)	(<u>18 675 500</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 2 308 300	2 285 600
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 (3 429 700)	-
	21 <u>(1 121 400)</u>	<u>2 285 600</u>
Cotisations salariales des employés	22 (697 100)	(706 400)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 <u>(1 818 500)</u>	<u>1 579 200</u>
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 798 500	952 100
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 3 429 700	-
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 -	-
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 -	-
Variation de la provision pour moins-value	29 -	-
Autres	30 -	-
	31 -	-
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>2 409 700</u>	<u>2 531 300</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 3 812 800	3 752 200
Rendement espéré des actifs	34 (2 926 100)	(2 842 700)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 886 700	909 500
Charge de l'exercice	36 <u>3 296 400</u>	<u>3 440 800</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 5 391 700	7 008 400
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (2 926 100)	(2 842 700)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 2 465 600	4 165 700
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 3 636 800	(7 123 300)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 3 615 300	3 547 600
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 57 929 600	54 106 400
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43 3 106 400	3 029 200
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 5,70 %	5,55 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 5,70 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 0,00 %	0,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 0,00 %	0,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 <u>1</u>	55 <u>0</u>	56 <u>1</u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (2 745 200)	(2 703 400)
Charge de l'exercice	58 (174 600)	(193 700)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 150 700	151 900
Passif à la fin de l'exercice	60 (2 769 100)	(2 745 200)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (3 097 600)	(2 746 600)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 328 500	1 400
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (2 769 100)	(2 745 200)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 500	67 200
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	64 500	67 200
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	()	()
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	64 500	67 200
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	(11 600)	12 500
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime		
Autres		
-		
-		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	52 900	79 700
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	121 700	114 000
Charge de l'exercice	174 600	193 700

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	(315 500)	292 200
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	14	12

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	3,50 %	4,45 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	7,00 %	7,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	3,00 %	3,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	2024	2024
Autres hypothèses économiques		
- Taux croissance coût hospit.	3	3
- Taux croissance autre frais	3	3

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2014	2013
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 0

Description des régimes et autres renseignements

	2014	2013
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2014	2013
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94		9

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2014	2013
Cotisations des élus au RREM 95	10 556	10 469
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	35 574	35 280
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	35 574	35 280
	35 574	35 280

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	105 468 722
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	(108 370)
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	14 292 719
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	5 707 472
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	85 360 161
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés		
Endettement net à long terme	15	
Endettement net à long terme	16	85 360 161
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	156 547
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	85 516 708
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	85 516 708
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2014	2014	2014	2013	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	41 106 130	41 082 510	41 082 510	40 946 857
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	41 106 130	41 082 510	41 082 510	40 946 857
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	2 853 200	2 862 136	2 862 136	2 858 559
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13				
Autres					
-	14				
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	115 000	158 576	158 576	131 135
Service de la dette	18				
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	2 968 200	3 020 712	3 020 712	2 989 694
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative					
Autres	22	32 000	33 005	33 005	32 798
	23	32 000	33 005	33 005	32 798
	24	32 000	33 005	33 005	32 798
	25	3 000 200	3 053 717	3 053 717	3 022 492
	26	44 106 330	44 136 227	44 136 227	43 969 349

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	458 810	464 573	462 852
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	6 500	8 863	8 862
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	41 100	41 089	41 089
	31	506 410	514 525	512 803
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	1 013 390	1 331 082	1 346 810
Cégeps et universités	33	253 290	332 617	335 906
Écoles primaires et secondaires	34	815 260	426 084	432 184
	35	2 081 940	2 089 783	2 114 900
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37		471	471
Taxes d'affaires	38			
	39		471	471
	40	2 588 350	2 604 779	2 627 703
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	22 000	40 452	40 452
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	1 370	1 385	1 385
Taxes d'affaires	43			
	44	23 370	41 837	41 837
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46		40 787	11 901
	47		40 787	11 901
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48	677 720	677 720	1 016 580
Autres	49			
	50	677 720	677 720	1 016 580
	51	3 289 440	3 365 123	3 698 021

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2014	2014	2014	2013
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	179 010	188 766	204 521
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60	62 500	112 103	362 332
Transport adapté	61	265 000	279 234	282 990
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			2 170
Réseau de distribution de l'eau potable	68			
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71		949 382	564 979
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	291 000		715 011
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77	14 180	5 422	5 422
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83	17 270	17 866	19 671
Promotion et développement économique	84			
Autres	85		49 160	202 167
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	41 240	100 053	34 725
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	67 860	68 060	66 700
Autres	88	116 020	116 014	364 392
Réseau d'électricité	89			
	90	1 054 080	887 518	2 093 852
				2 819 658

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	2 586 366	2 586 366	
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123		604 907	738 226
Autres	124			32 372
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	200 008	200 008	
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	2 786 374	3 391 281	770 598

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137	625 200	625 255	625 255
	138	625 200	625 255	625 255
TOTAL DES TRANSFERTS	139	1 679 280	4 299 147	6 110 388
				2 673 186
				2 673 186
				6 263 442

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142	69 222	69 222	152 039
	143	69 222	69 222	152 039
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165	24 884	24 884	42 623
Autres	166			
	167	24 884	24 884	42 623
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173	129 000	123 903	41 787
Autres	174			
	175	129 000	123 903	41 787
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	20 000		
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178	15 000	15 000	15 000
	179	35 000	15 000	15 000
Réseau d'électricité	180			
	181	164 000	233 009	251 449

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	801 100	814 829	817 147
Sécurité publique	183	275 460	281 289	282 498
Transport				
Réseau routier	184	65 000	76 769	97 378
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185	160 000	154 418	140 622
Transport adapté	186	185 130	194 603	176 163
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	10 000	10 788	1 837 737
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	10 000		1 007 159
Loisirs et culture	193	852 620	961 910	1 679 716
Réseau d'électricité	194	13 500 000	14 519 296	13 824 984
	195	15 859 310	17 013 902	19 863 404
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	16 023 310	17 246 911	20 114 853
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	71 500	75 846	77 030
Droits de mutation immobilière	198	500 000	649 730	822 039
Droits sur les carrières et sablières	199	125 000	160 203	82 408
Autres	200			
	201	696 500	885 779	981 477
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	548 900	585 041	579 965
INTÉRÊTS	203	87 000	613 931	747 663
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		(297 805)	4 217
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207		57 852	57 852
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210		34 061	
Autres	211	43 600	99 859	49 060
	212	43 600	(140 094)	53 277

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	470 650	586 076	7 597	593 673	593 673	550 046
Application de la loi	2	270 850	236 874	29 274	266 148	266 148	236 007
Gestion financière et administrative	3	3 972 494	3 749 691	621 981	4 371 672	4 371 672	4 663 569
Greffe	4	491 200	474 217	31 316	505 533	505 533	688 502
Évaluation	5	586 420	544 934		544 934	544 934	559 151
Gestion du personnel	6	495 830	446 033	1 757	447 790	447 790	498 009
Autres	7	612 160	728 900		728 900	1 470 303	1 678 717
	8	6 899 604	6 766 725	691 925	7 458 650	8 200 053	8 874 001
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	3 269 288	3 276 278	39 723	3 316 001	3 316 001	3 217 378
Sécurité incendie	10	2 509 899	2 099 656	70 657	2 170 313	2 170 313	2 087 692
Sécurité civile	11	4 220	16 490		16 490	16 490	3 526
Autres	12	258 770	262 592	1 595	264 187	264 187	262 244
	13	6 042 177	5 655 016	111 975	5 766 991	5 766 991	5 570 840
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 070 537	2 558 511	1 709 738	4 268 249	4 268 249	4 227 716
Enlèvement de la neige	15	3 256 547	3 702 496	116 724	3 819 220	3 819 220	3 250 916
Éclairage des rues	16	485 367	448 306		448 306	448 306	368 934
Circulation et stationnement	17	498 959	786 843	13 050	799 893	799 893	723 337
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 236 140	1 138 412		1 138 412	1 138 412	1 141 895
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	1 218 235	1 163 627		1 163 627	1 163 627	1 142 513
	22	8 765 785	9 798 195	1 839 512	11 637 707	11 637 707	10 855 311

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	912 977	1 171 423	185 363	1 356 786	1 296 712
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 021 166	1 134 723	248 594	1 383 317	1 577 119
Traitement des eaux usées	25	920 650	720 132	442 291	1 162 423	1 258 357
Réseaux d'égout	26	962 672	1 348 297	759 390	2 107 687	2 044 352
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	716 906	557 289		1 743 884	1 817 857
Élimination	28	457 680	457 680		457 680	572 100
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	450 860	450 858		855 297	440 444
Tri et conditionnement	30	289 600	240 000		240 000	264 673
Matières organiques						
Collecte et transport	31	37 520	37 514		37 514	
Traitement	32	37 520	37 514		37 514	
Matériaux secs	33	424 740	379 286		379 286	565 159
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38				78 924	734 705
Autres	39					
	40	6 232 291	6 534 716	1 635 638	8 170 354	10 571 478
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	136 000	164 465		164 465	176 722
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	298 900	214 123		214 123	385 831
	44	434 900	378 588		378 588	562 553
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 400 199	1 326 635	7 590	1 334 225	1 298 828
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	229 760	225 876		225 876	820 274
Tourisme	49	932 490	866 631	385 864	1 252 495	2 101 832
Autres	50					
Autres	51	225 000	135 169	19 456	154 625	361 886
	52	2 787 449	2 554 311	412 910	2 967 221	4 582 820

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	1 798 220	1 622 846	75 027	1 697 873	1 697 873	1 729 264
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 866 753	2 043 599	69 671	2 113 270	2 113 927	2 100 899
Piscines, plages et ports de plaisance	55	818 315	805 054	18 527	823 581	823 581	833 228
Parcs et terrains de jeux	56	533 605	521 941	240 874	762 815	762 815	777 051
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	1 095 058	1 050 141	120 240	1 170 381	1 170 381	1 300 074
	60	6 111 951	6 043 581	524 339	6 567 920	6 568 577	6 740 516
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	493 573	462 126	20 948	483 074	483 074	489 522
Bibliothèques	62	1 055 342	993 135	44 119	1 037 254	1 037 254	1 053 614
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	391 264	407 663	3 115	410 778	410 778	391 603
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	821 412	792 428	420 992	1 213 420	2 101 612	2 193 436
	66	2 761 591	2 655 352	489 174	3 144 526	4 032 718	4 128 175
	67	8 873 542	8 698 933	1 013 513	9 712 446	10 601 295	10 868 691
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68	11 387 412	11 455 699	244 197	11 699 896	11 699 896	13 307 114
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	3 374 680	3 329 045		3 329 045	3 510 236	4 291 568
Autres frais	70	333 630	330 671		330 671	330 671	352 313
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	1 154 000	2 447 705		2 447 705	2 447 705	1 211 600
Autres	72	153 720	80 277		80 277	80 277	25 865
	73	5 016 030	6 187 698		6 187 698	6 368 889	5 881 346
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	74	6 184 832	5 949 670	(5 949 670)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Ville de Baie-Comeau (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

DATE 2015-05-19

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>44 198 008</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	61 781
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>61 781</u>
Revenus de taxes	11	<u><u>44 136 227</u></u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	44 136 227
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>44 136 227</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5	33 005		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	12 386 341		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	158 576		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10	<u>12 577 922</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>31 558 305</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1	<u>1 701 826 700</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2	<u>1 703 356 400</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>1 702 591 550</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>31 558 305</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>1 702 591 550</u>
Taux global de taxation réel de 2014	6	| 1 | , | 8 | 5 | 3 | 5 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			520 662
Usines de traitement de l'eau potable	2	23 460 000	1 748 719	632 006
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4		230 511	543 611
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		81 469	631 772
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11		541 095	73 706
Réseau d'électricité	12		75 637	106 633
Bâtiments				
Édifices administratifs	13		112 435	
Édifices communautaires et récréatifs	14			142 216
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		524 659	699 930
Ameublement et équipement de bureau	18		385 373	627 113
Machinerie, outillage et équipement divers	19		64 835	77 435
Terrains	20		3 046	
Autres	21			
	22	23 460 000	3 767 779	3 277 719

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27			
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28			520 662
Usines de traitement de l'eau potable	29		1 748 719	632 006
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		230 511	543 611
Autres infrastructures	32		622 564	705 478
Autres immobilisations	33		1 165 985	875 962
	34		3 767 779	3 277 719

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	114 412 702	5 294 604	9 099 216	110 608 090
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	2 346 827		536 015	1 810 812
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	762 333	524 659	404 684	882 308
Autres	6	2 767 627		1 082 802	1 684 825
	7	120 289 489	5 819 263	11 122 717	114 986 035
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	106 901 723	2 374 692	10 169 676	99 106 739
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	106 901 723	2 374 692	10 169 676	99 106 739
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	13 387 766	3 444 571	953 041	15 879 296
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	13 387 766	3 444 571	953 041	15 879 296
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	13 387 766	3 444 571	953 041	15 879 296
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22				
Autres	23				
	24				
	25	13 387 766	3 444 571	953 041	15 879 296
	26	120 289 489	5 819 263	11 122 717	114 986 035
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	120 289 489	5 819 263	11 122 717	114 986 035

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	253 260	210 459	204 000
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	2 049 580	2 049 562	1 551 708
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	2 302 840	2 260 021	1 755 708

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	39,50	35,00	3 565 801	1 032 641	4 598 442
Professionnels	2	68,70	25,00	1 473 471	157 121	1 630 592
Cols blancs	3	93,61	32,00	3 771 082	1 280 481	5 051 563
Cols bleus	4	65,08	40,00	4 732 370	1 630 416	6 362 786
Policiers	5					
Pompiers	6	15,45	40,00	953 188	320 899	1 274 087
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	282,34		14 495 912	4 421 558	18 917 470
Élus	9	9,00		331 731	51 903	383 634
	10	291,34		14 827 643	4 473 461	19 301 104

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11	391 337			391 337
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		2 586 366		2 586 366
Réseau de distribution de l'eau potable	13				
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	496 181	825 263		1 321 444
	17	887 518	3 411 629		4 299 147

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	236 874	27	29 274	53	266 148	79	105	266 148	131	
Évaluation	2	544 934	28		54	544 934	80	106	544 934	132	
Autres	3	5 984 917	29	662 651	55	6 647 568	81	884 051	5 763 517	133	3 140 871
	4	6 766 725	30	691 925	56	7 458 650	82	884 051	6 574 599	134	3 140 871
Sécurité publique											
Police	5	3 276 278	31	39 723	57	3 316 001	83	247 777	3 068 224	135	
Sécurité incendie	6	2 099 656	32	70 657	58	2 170 313	84	33 512	2 136 801	136	
Sécurité civile	7	16 490	33		59	16 490	85	111	16 490	137	
Autres	8	262 592	34	1 595	60	264 187	86	112	264 187	138	
	9	5 655 016	35	111 975	61	5 766 991	87	281 289	5 485 702	139	
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	2 558 511	36	1 709 738	62	4 268 249	88	76 769	4 191 480	140	1 167 923
Enlèvement de la neige	11	3 702 496	37	116 724	63	3 819 220	89	115	3 819 220	141	
Autres	12	1 235 149	38	13 050	64	1 248 199	90	116	1 248 199	142	
Transport collectif	13	1 138 412	39		65	1 138 412	91	349 021	789 391	143	
Autres	14	1 163 627	40		66	1 163 627	92	118	1 163 627	144	66 186
	15	9 798 195	41	1 839 512	67	11 637 707	93	425 790	11 211 917	145	1 234 109
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	1 171 423	42	185 363	68	1 356 786	94	10 788	1 345 998	146	443 993
Réseau de distribution de l'eau potable	17	1 134 723	43	248 594	69	1 383 317	95	121	1 383 317	147	
Traitement des eaux usées	18	720 132	44	442 291	70	1 162 423	96	122	1 162 423	148	
Réseaux d'égout	19	1 348 297	45	759 390	71	2 107 687	97	123	2 107 687	149	430 928
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	1 014 969	46		72	1 014 969	98	124	1 014 969	150	
Matières recyclables	21	1 145 172	47		73	1 145 172	99	125	1 145 172	151	
Autres	22		48		74		100	126		152	
Cours d'eau	23		49		75		101	127		153	
Protection de l'environnement	24		50		76		102	24 884	(24 884)	154	
Autres	25		51		77		103	129		155	58 455
	26	6 534 716	52	1 635 638	78	8 170 354	104	35 672	8 134 682	156	933 376

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement	
			+	=	-		=					
Santé et bien-être												
Logement social	157	164 465	172	187	164 465	202	217	164 465	232			
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233			
Autres	159	214 123	174	189	214 123	204	219	214 123	234			
	160	378 588	175	190	378 588	205	220	378 588	235			
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	1 326 635	176	191	7 590	1 334 225	206	221	1 334 225	236	407 609	
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222		237	87 450		
Promotion et développement économique	163	1 092 507	178	193	385 864	1 478 371	208	123 903	223	1 354 468	238	
Autres	164	135 169	179	194	19 456	154 625	209	224	154 625	239		
	165	2 554 311	180	195	412 910	2 967 221	210	123 903	225	2 843 318	240	495 059
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	6 043 581	181	196	524 339	6 567 920	211	782 424	226	5 785 496	241	21 049
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	993 135	182	197	44 119	1 037 254	212	68 060	227	969 194	242	
Autres	168	1 662 217	183	198	445 055	2 107 272	213	126 426	228	1 980 846	243	279 116
	169	8 698 933	184	199	1 013 513	9 712 446	214	976 910	229	8 735 536	244	300 165
Réseau d'électricité												
	170	11 455 699	185	200	244 197	11 699 896	215	14 519 296	230	(2 819 400)	245	84 118
	171	51 842 183	186	201	5 949 670	57 791 853	216	17 246 911	231	40 544 942	246	6 187 698

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		2014	2013
Rémunération	1	17 293	60 842
Charges sociales	2	4 043	12 959
Biens et services	3	3 746 443	3 203 918
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	3 767 779	3 277 719

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	5 597 669	3 985 767
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	5 597 669	3 985 767
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	490 038	1 611 902
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7		
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	490 038	1 611 902
Solde à la fin de l'exercice	12	6 087 707	5 597 669
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	1 135 827	1 048 413
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14	79 684	144 675
Solde redressé au début de l'exercice	15	1 215 511	1 193 088
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		
Activités d'investissement	17	(89 383)	(57 261)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18		
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(89 383)	(57 261)
Solde à la fin de l'exercice	22	1 126 128	1 135 827
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	2 231 637	918 042
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	(316 876)	708 010
Solde redressé au début de l'exercice	25	1 914 761	1 626 052
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	57 820	605 585
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	57 820	605 585
Solde à la fin de l'exercice	31	1 972 581	2 231 637

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

		2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(3 014 116)	(3 445 888)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	(3 014 116)	(3 445 888)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39	()	()
Utilisation du fonds général	40	()	()
Utilisation du fonds de roulement	41	()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	()	()
Autres	43	(431 769)	(431 772)
	44	(431 769)	(431 772)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	45	()	()
Autre financement	46	()	1 379 425)
	47	(431 769)	(947 653)
Diminution de l'exercice			
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	48		1 379 425
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49		
	50		1 379 425
Solde à la fin de l'exercice	51	(2 582 347)	(3 014 116)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	52	3 983 444	6 937 895
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53	(29 600)	(1 008 576)
Solde redressé au début de l'exercice	54	3 953 844	5 929 319
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55	1 753 628	(1 945 875)
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56		
Excédent de fonctionnement affecté	57		
Réserves financières et fonds réservés	58		
	59	1 753 628	(1 945 875)
Solde à la fin de l'exercice	60	5 707 472	3 983 444
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	61	60 188 028	45 544 657
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62		10 074 596
Solde redressé au début de l'exercice	63	60 188 028	55 619 253
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	64		
Excédent de fonctionnement affecté	65		
Variation résiduelle de l'exercice	66	4 635 438	4 568 775
Solde à la fin de l'exercice	67	64 823 466	60 188 028

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>2 070 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>2 070 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>2 070 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier		Redressement aux exercices antérieurs (note 20)		Règlements d'emprunt fermés			Utilisation de l'exercice		Transferts		Solde au 31 décembre
						Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement						
Montant non réservé	1	1 036 081	2		3	4	5		202 795	6		7	833 286
Montant réservé pour le service de la dette	8		9		10	11	12			13		14	
	15	1 036 081	16		17	18	19		202 795	20		21	833 286

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2	13 500 000	14 519 296
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6	13 500 000	14 519 296
			13 824 984
Charges			
Achat d'énergie	7	9 600 000	9 983 731
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9	1 787 412	1 471 968
Autres frais	10		
Frais de financement	11	72 300	84 118
Amortissement des immobilisations	12	894 150	244 197
	13	12 353 862	11 784 014
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	() () ()
	15	12 353 862	11 784 014
			13 408 657
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16	1 146 138	2 735 282
			416 327
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17	894 150	244 197
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21	894 150	244 197
			957 431
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	() () ()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	() () ()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32	894 150	244 197
			957 431
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33	2 040 288	2 979 479
			1 373 758

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 1 , □ 6 □ 8 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 1 , □ 7 □ 0 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 3 , □ 8 □ 5 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 4 , □ 0 □ 5 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 3 , □ 0 □ 0 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 1 , □ 6 □ 8 □ 0 □ 0 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	[2 | 1 | 5] , [0 | 0]	\$
Égout	2	[] [] [] , [] []	\$
Eau et égout	3	[] [] [] , [] []	\$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] , [] []	\$
Matières résiduelles	5	[] [] [] , [] []	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [] [] , [] [] [] [] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17		\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 19 avenue Marquette
(no) (rue)
Baie-Comeau G4Z 1K5
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 296-4931
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Jeanie Caron

Téléphone (418) 296-8127
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 296-8349
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jcaron@ville.baie-comeau.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Jacques Dubé CPA Inc

Titre CPA auditeur, CA

Adresse 859, rue Bossée, bureau 207
(no) (rue)
Baie-Comeau G5C 3P8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 589-2013
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 589-3010
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jacques.dube@jdube.ca

Responsable du dossier Jacques Dubé

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014	1	<u>36 564 338</u>
Facteur comparatif	2	<u>1,09</u>
Valeur uniformisée	3	<u>39 855 128</u>

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Jeanie Caron , atteste que le rapport financier consolidé de Baie-Comeau pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-05-19 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Baie-Comeau consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Baie-Comeau détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 7 769 585 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de 1,8535 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-05-19 18:07:17

Date de transmission au Ministère : 2015/05/19

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2014

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Baie-Comeau

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014	Réalizations 2014		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	70 807 364	66 474 360	68 205 691	8 190 823	73 077 177
Investissement	2	165 691		2 786 374	604 907	3 391 281
	3	70 973 055	66 474 360	70 992 065	8 795 730	76 468 458
Charges	4	65 913 571	62 624 022	63 979 551	8 038 659	68 698 873
Excédent (déficit) de l'exercice	5	5 059 484	3 850 338	7 012 514	757 071	7 769 585
Moins : revenus d'investissement	6	(165 691)	()	(2 786 374)	(604 907)	(3 391 281)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	4 893 793	3 850 338	4 226 140	152 164	4 378 304
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	6 769 376	6 184 832	5 949 670	1 315 950	7 265 620
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	1 379 425			(375)	(375)
Remboursement de la dette à long terme	10	(10 355 388)	(9 311 040)	(9 546 852)	(883 266)	(10 430 118)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(59 824)	(140 000)	(42 766)	(236 187)	(278 953)
Excédent (déficit) accumulé	12	(1 037 357)	(584 130)	(489 589)	(110 520)	(600 109)
Autres éléments de conciliation	13	21 877		393 435	3 366	396 801
	14	(3 281 891)	(3 850 338)	(3 736 102)	88 968	(3 647 134)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	1 611 902		490 038	241 132	731 170

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2013	2014	2013
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Débiteurs	1	23 250 391	23 911 759	24 441 118
Autres	2	14 684 642	23 153 616	18 177 802
	3	37 935 033	47 065 375	42 352 040
Passifs				
Dette à long terme	4	109 875 042	105 468 722	114 917 911
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	8 777 000	10 747 600	8 777 000
Autres	6	5 926 133	7 594 046	14 015 128
	7	124 578 175	123 810 368	141 697 345
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(86 643 142)	(76 744 993)	(89 942 278)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	153 283 024	150 707 698	176 144 641
Autres	10	3 482 607	3 172 302	6 647 402
	11	156 765 631	153 880 000	182 792 043
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	5 597 669	6 087 707	8 672 010
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	3 367 464	3 098 709	3 723 911
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14 (	3 014 116 ) (	2 582 347 ) (	2 582 347) (
Financement des investissements en cours	15	3 983 444	5 707 472	(1 448 589)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	60 188 028	64 823 466	84 484 780
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17			
	18	70 122 489	77 135 007	92 849 765

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Fonds auto-assurance	19	249 893	419 794
- Cession de lots	20	3 677	3 677
- Fonds carrières et sablières	21	872 558	712 356
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
	28	1 126 128	1 135 827
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés			
	29	140 068	171 065
	30	1 266 196	1 306 892
Réserves financières			
Fonds réservés	31	479 009	450 035
	32	1 978 706	2 125 219
	33	3 723 911	3 882 146

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations 2013	Budget 2014	Réalizations 2014	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	43 969 349	44 106 330	44 136 227	44 136 227
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 698 021	3 289 440	3 365 123	3 365 123
Quotes-parts	3				591 933
Transferts	4	4 504 958	1 679 280	1 512 773	2 719 107
Services rendus	5	16 496 909	16 023 310	17 246 911	19 879 801
Autres	6	2 138 127	1 376 000	1 944 657	2 384 986
	7	70 807 364	66 474 360	68 205 691	73 077 177
Investissement					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10	165 691		2 786 374	3 391 281
Autres	11				
	12	165 691		2 786 374	3 391 281
	13	70 973 055	66 474 360	70 992 065	76 468 458

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale							
Évaluation	1	586 420	544 934		544 934	544 934	559 151
Autres	2	6 313 184	6 221 791	691 925	6 913 716	7 655 119	8 314 850
Sécurité publique							
Police	3	3 269 288	3 276 278	39 723	3 316 001	3 316 001	3 217 378
Sécurité incendie	4	2 509 899	2 099 656	70 657	2 170 313	2 170 313	2 087 692
Autres	5	262 990	279 082	1 595	280 677	280 677	265 770
Transport							
Réseau routier	6	6 311 410	7 496 156	1 839 512	9 335 668	9 335 668	8 570 903
Transport collectif	7	1 236 140	1 138 412		1 138 412	1 138 412	1 141 895
Autres	8	1 218 235	1 163 627		1 163 627	1 163 627	1 142 513
Hygiène du milieu							
Eau et égout	9	3 817 465	4 374 575	1 635 638	6 010 213	6 010 213	6 176 540
Matières résiduelles	10	2 414 826	2 160 141		2 160 141	3 751 175	3 660 233
Autres	11					78 924	734 705
Santé et bien-être	12	434 900	378 588		378 588	378 588	562 553
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	13	1 400 199	1 326 635	7 590	1 334 225	1 334 225	1 298 828
Promotion et développement économique	14	1 162 250	1 092 507	385 864	1 478 371	2 716 292	2 922 106
Autres	15	225 000	135 169	19 456	154 625	154 625	361 886
Loisirs et culture	16	8 873 542	8 698 933	1 013 513	9 712 446	10 601 295	10 868 691
Réseau d'électricité	17	11 387 412	11 455 699	244 197	11 699 896	11 699 896	13 307 114
Frais de financement	18	5 016 030	6 187 698		6 187 698	6 368 889	5 881 346
Amortissement des immobilisations	19	6 184 832	5 949 670	(5 949 670)			
	20	62 624 022	63 979 551		63 979 551	68 698 873	71 074 154

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3